

Barta

La Voix des Travailleurs de chez Renault

3 juin 1947

---

*L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES*

*N° 8 – Prix : 2 francs*

## **REPARTIR DU PIED GAUCHE**

D'après les chiffres officiels, la production a doublé depuis un an, et cependant la situation des travailleurs n'a fait qu'empirer. En haut lieu on essaie d'embrouiller les ouvriers avec des explications "techniques" et des discours sur la "course entre les salaires et les prix".

Mais si la situation est catastrophique pour les masses, elle ne l'est pas pour tout le monde. On peut être sûr que les riches, malgré le manque de pain, ont mangé comme d'habitude, le lundi comme le dimanche, aujourd'hui comme hier, et comme demain... si les travailleurs ne réagissent pas. Car l'explication de toute la situation et de toutes les difficultés pour les masses, c'est l'action de tous les gouvernements jusqu'à maintenant, qui ont tous fait une politique en faveur des riches et contre les pauvres. Avec un gouvernement des travailleurs, l'accroissement de la production n'aurait-elle pas tout naturellement amélioré la vie des masses ? Ceci est tellement évident et le mécontentement est tellement grand, que toute la classe ouvrière, en province et à Paris, toute la population, est indignée et veut entrer en lutte. Il a fallu tout l'effort non seulement officiel, mais surtout celui des organisations qui se prétendent encore ouvrières pour que ce mécontentement ne se transforme pas en une grande vague de fond.

Mais le flot grandit. Lundi matin, plusieurs centaines d'ouvriers et d'employés ont manifesté devant l'Hôtel Matignon. Dans notre usine, le secteur Collas et le Bas-Meudon ont fait une demi-journée de grève, pour riposter sur-le-champ contre les manoeuvres du gouvernement. En effet, celui-ci n'a acculé à la grève les ouvriers boulangers (dont le travail pénible est très mal payé) qu'avec l'arrière pensée que cette grève, frappant toute la population, pourrait dresser celle-ci contre les grèves en général.

Par ailleurs, si l'on regarde tout ce qui se passe dans les usines en province et à Paris, le mouvement de grève générale, auquel le comité de grève Collas avait fait appel, tend tous les jours à devenir une réalité.

La nécessité de cette lutte fait tant de progrès dans la conscience des ouvriers, que les dirigeants cégétistes, qui avaient d'abord présenté la grève générale comme une idiotie, essaient maintenant de la présenter comme une chose prématurée, qu'"on ne sait pas où cela peut nous mener", que ce serait une grève insurrectionnelle, que "la réaction n'attend que ça"...

Pourquoi les dirigeants cégétistes nous menacent-ils de la réaction ?

La classe ouvrière a l'expérience de deux grèves générales : celle de février 1934 et celle de juin 1936. Dans le premier cas, la grève générale était destinée précisément à écraser la réaction, qu'avaient nourri la passivité et les scandales parlementaires. Et malgré la constitution de gouvernements comme celui de Doumergue ou Laval, qui étaient des gouvernements réactionnaires, la classe ouvrière, dans la lutte, a constamment amélioré ses positions et c'est finalement par la grève générale de juin 1936, que pour la première fois elle a arraché les revendications les plus immédiates et les plus indispensables à sa vie, les congés payés, les quarante heures, l'amélioration des salaires... C'est parce que la lutte ultérieure en 1937 et 1938 a été sabotée par les directions officielles, que la classe ouvrière a reculé ensuite.

Du reste le gouvernement s'appuie déjà sur la réaction, sur les capitalistes et leur haute bureaucratie, le corps des généraux pour étouffer les luttes ouvrières (réquisition, etc.). Et c'est seulement parce que les forces réactionnaires ne se sentent pas en mesure de s'opposer de front à la classe ouvrière,

qu'elles se cachent derrière un gouvernement qui n'a de socialiste que le nom.

Il ne s'agit pas d'insurrection.

Il ne s'agit, aujourd'hui comme en juin 1936, que de défendre.

La politique des cégétistes, c'est le chacun pour soi, alors que c'est seulement une grève générale, ne comprenant pas les services indispensables à la population, qui peut seule faire capituler les capitalistes et le gouvernement. Dans une grève générale des industries non indispensables à la vie de tous les jours, les ouvriers boulangers, par exemple, auraient vu leur salaire augmenté comme tous les autres, sans se mettre en grève.

Les grèves perlées et dispersées nous font gaspiller un temps précieux ; elles énerveront, à la longue, les ouvriers et la population. C'est cela qu'attend la réaction et si les représentants, prétendument ouvriers, sont partisans de ces méthodes, c'est parce que leur but c'est surtout d'utiliser la lutte ouvrière pour la réalisation de leurs desseins ministériels, et non de défendre le pain des travailleurs.

Comme en juin 1936, la classe ouvrière, tout ensemble, doit repartir du pied gauche !

## **LA VOIX DES TRAVAILLEURS**

---

### **UNITE POUR LES 10 Fr.**

La direction cégétiste n'a pas répondu à notre question sur les moyens qu'elle entendait mettre en oeuvre pour obtenir les 10 francs à partir du 1<sup>er</sup> mai.

Cette question devait recevoir une réponse même si elle n'était posée que par une minorité d'ouvriers, à plus forte raison quand elle intéresse, comme c'est le cas, *tous les ouvriers de chez Renault*.

Une telle attitude est intolérable, car ce que veulent les travailleurs c'est que chaque tendance ou fraction, quels que soient les postes occupés, répondent *nettement et sans détour aux questions posées par les ouvriers*.

Il est un moyen pour mettre fin à cette attitude arrogante de la direction cégétiste vis-à-vis des ouvriers, et qui nuit à la lutte d'ensemble.

Pour nous, le pain des travailleurs n'est pas une question de rivalité. Ce que nous voulons, c'est l'unité de lutte. Nous proposons, par conséquent, que les représentants, quelle que soit leur appartenance, à condition qu'ils soient dûment mandatés dans des assemblées de base par les ouvriers, se réunissent ensemble pour envisager en commun les moyens d'action dans une situation qui exige qu'on trouve les moyens de défense contre les attaques patronales toujours renouvelées.

La section syndicale n'a envisagé qu'une délégation dans les ministères pour protester contre la diminution de la ration de pain décrétée par le gouvernement. Le secteur Collas et le Bas-Meudon ont, par contre, fait une grève de protestation, le lundi, au nom des ouvriers de chez Renault.

Plusieurs milliers d'ouvriers représentés par la nouvelle C.E. Collas, le 88, et les délégués d'autres départements, sont prêts à l'unité d'action avec les représentants officiels du syndicat dans la mesure où ceux-ci s'engagent à suivre réellement les désirs des ouvriers de base et proposent des moyens de lutte réellement efficaces.

Assemblées générales dans chaque département pour mandater des responsables nouveaux ou anciens et réaliser, dans les faits et non dans les paroles, l'unité de lutte de tous les travailleurs de chez Renault !

---

## **COMMENT S'ORGANISER**

**par PIERRE BOIS**

Comment conserver l'unité qui s'est réalisée pendant la grève ? Pour mener la grève nous avons eu un comité de grève. Mais l'activité d'un comité de grève cesse avec la grève.

Certains camarades pensent qu'il faut transformer le comité de grève en comité d'action.

Or un comité c'est un organisme qui a une tâche bien définie à accomplir. Il ne peut exister que pour une action bien déterminée. On peut former un comité pour le contrôle des cantines, qui, groupant des ouvriers de toute tendance, s'occuperait du contrôle des cantines.

On a pu former un comité d'épuration qui avait la tâche bien précise d'épurer (qu'il l'ait mal fait, c'est autre chose); on peut former un comité de défense ouvrière qui serait chargé de la défense des réunions, des locaux et de la presse ouvrière.

*Mais il y a les tâches quotidiennes et permanentes du mouvement ouvrier.* Il faut percevoir des cotisations, avoir un siège pour tenir des réunions, faire de l'agitation et de la propagande, établir une liaison constante entre les ouvriers des différents ateliers et des différentes usines; en un mot il faut organiser les ouvriers les plus combatifs : cela, c'est la tâche du syndicat. Et si nous sommes en désaccord avec le syndicat C.G.T., c'est justement parce qu'il ne remplit pas ses tâches. Il perçoit des cotisations ? C'est pour éditer des tracts de calomnies contre les grévistes ! Des réunions syndicales ? On n'en fait pas ou bien on y empêche de parler les ouvriers ! Etablir une liaison ? Des ateliers limitrophes sont en grève et les ouvriers n'en sont même pas informés par leur syndicat !

*Le syndicat C.G.T. n'organise pas les ouvriers, il groupe des cotisants.*

Il nous faut un véritable syndicat, c'est-à-dire un syndicat qui ne soit pas la propriété des bonzes, mais qui soit *contrôlé par tous les syndiqués*.

Ce qu'il faut, c'est d'abord imposer la démocratie. Or, cela on ne peut pas le faire dans la C.G.T. actuelle. Tous ceux qui émettent des opinions contraires à ceux des dirigeants sont évincés. Et même là où une petite opposition peut subsister, elle est toujours prisonnière de la "majorité".

C'est ainsi que les camarades de Collas, après avoir élu une commission exécutive à eux, se sont heurtés à l'opposition de la bureaucratie syndicale qui a refusé de les reconnaître. C'est pourquoi cette C.E., provisoirement transformée en comité d'action, a décidé de constituer un syndicat.

Certains camarades pensent que la tâche est trop difficile pour l'entreprendre. C'est sous-estimer notre force et surestimer celle de la fraction dirigeante de la C.G.T.

En fait, les syndicats n'ont pas toujours groupé des millions de syndiqués. Le syndicat doit grouper et organiser les ouvriers les plus conscients et les plus combatifs. Si aujourd'hui les syndiqués sont nombreux c'est que le syndicat n'exige rien d'eux que 40 fr. par mois. Or, il vaut mieux cinquante syndiqués actifs que deux mille cotisants.

Le problème que nous posons n'est pas de faire un syndicat opposé à la C.G.T. Ce que nous voulons c'est RECONSTRUIRE LE SYNDICAT A LA BASE. Nous ne construisons pas non plus un syndicat autonome, ce qui supposerait que nous voulons limiter notre action à la R.N.U.R. : nous sommes partisans d'une seule centrale syndicale, c'est-à-dire de syndicats groupés en fédérations, elles-mêmes groupées en Confédération (C.G.T.).

Mais nous considérons qu'actuellement il n'y a pas de C.G.T., il y a seulement une bureaucratie syndicale qui encaisse des cotisations.

Nous ne voulons plus payer des cotisations à des gens qui nous trahissent. Pour reformer la C.G.T. sans les bureaucrates, il faut d'abord reconstruire les syndicats de base qui se grouperont ensuite en fédérations, lesquelles s'uniront en confédération. Le travail peut paraître difficile, mais il n'y a pas le choix, car il n'y a pas d'autre voie. Ce qu'il faut, c'est reformer notre syndicat à la base pour établir une démocratie réelle, par un contrôle permanent de la base sur le syndicat. C'est pourquoi les ouvriers du secteur Collas créent le "syndicat démocratique de chez Renault" dont les statuts seront déposés prochainement et portés à la connaissance des travailleurs de la Régie.

Ils invitent dès maintenant les ouvriers à se joindre à eux.

---

CAMARADES,

De tous côtés des camarades nous posent des questions, nous suggèrent des sujets à traiter, etc... Nous ne demandons pas mieux que de leur répondre à tous. Mais cela nous est impossible par suite des dimensions réduites de notre journal.

Il est donc indispensable que nous agrandissions le format de La Voix des Travailleurs. Mais, pour cela, il nous faut de plus grandes ressources pécuniaires. C'est pour nous les procurer que nous demandons à chaque camarade de diffuser La Voix partout autour de lui (en particulier auprès des ouvriers des autres usines), de recueillir des abonnements et des souscriptions, que nous recevrons les mercredi et vendredi à la permanence.

Camarades, soutenez La Voix des Travailleurs de chez Renault pour qu'elle puisse devenir le journal DE TOUS LES TRAVAILLEURS !

---

## **LES TRAVAILLEURS EN LUTTE**

Les ouvriers du camp indochinois d'Eysines (Gironde) ont adressé aux journaux ouvriers une mise au point contre la campagne réactionnaire d'une certaine presse qui essaie de faire croire que les travailleurs indochinois "mangent la nourriture des Français sans rien faire". Ils rappellent que c'est de force qu'on les a transportés en France en 1939, pour être envoyés sur les champs de bataille, qu'ils sont donc d'anciens combattants, et qu'ils ne demandent pas mieux que de rentrer chez eux. Mais laissons leur la parole :

---

*"Les travailleurs indochinois ne sont pas des paresseux : ils sont en chômage forcé et seuls encore une fois les intérêts des trusts motivent le refus que l'on a fait à toutes leurs demandes de travail : on ne peut pas mettre les travailleurs indochinois en contact avec les travailleurs français, pour pouvoir mieux tromper ces derniers et les entraîner dans une guerre contre leurs frères d'Indochine, alors que les travailleurs indochinois et français ont toutes les raisons de s'entendre pour mener ensemble la lutte contre leur ennemi commun, le capitalisme qui les exploite indifféremment, sans souci de race ou de couleur."*

---

Cette solidarité dont parlent les travailleurs indochinois n'est pas un vain mot. Pendant notre grève, ils nous ont appuyés matériellement, en nous envoyant de l'argent malgré leur solde misérable.

---

Un camarade de l'usine nous communique :

Citroën, Panhard, Talbot font remplir les bouteilles d'air liquide chez nous pendant que nos camarades font la grève.

A quand la fin !

---

## **DANS L'USINE...**

---

### **POUR L'ELECTION LIBRE DES DELEGUES**

Il est incontestable que la direction de la R.N.U.R. a compté sur la section syndicale pour maintenir le personnel en tutelle. Les bonzes syndicaux se retranchent derrière des slogans comme celui de sauver à tout prix le principe des nationalisations, les ouvriers de la Régie dussent-ils en périr. Mais

ceux qui nous rabâchent cela à longueur de journée émargent de vingt à quatre-vingt-cinq mille francs par mois. Pour eux, évidemment, le principe des nationalisations, qui permet cela, doit être sauvegardé à tout prix, de même qu'ils seraient tout à fait heureux s'ils pouvaient se rendre inamovibles.

Les élections approchent, il faut que chacun prenne conscience qu'il ne peut être défendu auprès de la direction et des pouvoirs publics que par des gens qui ne se laissent pas acheter.

Ceci posé, comment opérer pour les élections ? Les lois en vigueur empêchent toute candidature (au premier et au deuxième tour) n'émanant pas des syndicats les plus représentatifs, mais au troisième tour, toutes les candidatures peuvent se manifester. Abstenez-vous donc de voter au premier et au deuxième tour, ainsi le quorum ne sera pas atteint et au troisième tour votez tous en masse pour les candidats que vous aurez choisis parmi les meilleurs.

Camarades, ouvriers, employés et techniciens de la R.N.U.R., en avant ! pour une section syndicale propre, indépendante et démocratique.

**SIBIET (Collège techniciens)**

---

## **EXTRAITS DU JOURNAL MURAL DU DEPARTEMENT 88**

Il y a déjà plus d'une semaine que nous avons demandé à la C.G.T. de nous présenter les dossiers concernant sa campagne de dénigrement. Elle ne l'a pas fait. Il est donc clair qu'elle accuse gratuitement les ouvriers les plus actifs, qu'elle les calomnie.

M. Graterie, délégué du 309, se contente de salir les ouvriers sous le manteau, de bouche à oreille. La tactique consiste à faire croire que la grève a été le fait d'une minorité d'énergumènes. De même que le refus quasi collectif du timbre serait l'oeuvre de quelques-uns qui terrorisent l'ensemble des ouvriers. Par exemple, la seule ouvrière qui travaille au montage des essieux aurait à elle seule terrorisé le reste de l'atelier !...

---

## **La C.E. du département a envoyé une délégation au chef du département au sujet du nouveau système de paie, le 7 et le 22.**

Le chef du département s'est étonné de ce mécontentement car, a-t-il dit, au moment où cette décision a été prise, il avait consulté les délégués qui avaient assuré qu'il n'y avait aucune objection de la part des ouvriers. Nous lui avons répondu que le délégué n'avait pas daigné consulter les ouvriers à ce sujet, ce qui est un cas flagrant du sans-gêne de ce dernier.

Le chef du département s'est refusé à prendre position, mais étudiera lui-même la question. Nous lui avons répondu : "Du côté ouvrier, la question est tout étudiée. Nous ne voulons pas attendre un jour de plus après la paie. Nous voulons des quinzaines régulières. Les arguments concernant les économies qu'apporterait à la Régie le nouveau système ne nous concernent pas, puisque c'est encore nous qui en faisons les frais."

\*\*\*

Au cours de cette discussion, M. le chef du département a beaucoup insisté sur le fait que nous n'étions pas reconnus légalement. Nous lui avons fait remarquer que le souci de la légalité ne fonctionnait que dans un sens, que par exemple au 8830 (affûtage), les ouvriers travaillaient sans aspirateurs, avec un cube d'air insignifiant, sans bouche d'aération et toute la journée à la lumière. De telles conditions de travail sont pourtant interdites par la loi. Ce qui n'empêche pas que cette situation subsiste. "Il paraîtrait, a répondu M. le chef du département, que les aspirateurs seraient à l'étude... qu'il ne faut pas trois mois pour contracter la silicose..." Or il y a plus de deux ans qu'on étudie la question !

---

**Hier, nous avons demandé aux ouvriers du département de débrayer** à l'exemple des 6 et 18 pour protester contre la diminution, pendant deux jours, de notre ration de pain.

Certains camarades ont cru que notre grève serait mal interprétée, que nous ferions du tort aux ouvriers boulangers. Mais y avait-il une autre manière de manifester notre solidarité avec eux, de prouver que nous n'étions pas dupes de la manoeuvre ?

---

## **MISE AU POINT NECESSAIRE**

Le numéro 3 de L'Acier, journal du P.C.F., m'attaque particulièrement en me traitant d'arriviste. C'est devenu traditionnel dans les rangs du P.C.F. de calomnier ceux qui sont en désaccord avec leur politique.

En quoi s'est manifesté mon arrivisme ? J'ai appartenu aux Jeunesses communistes à partir de 1934. En 1935-36, j'ai été secrétaire des J.C. de Vanves. Mobilisé en 1937, j'ai été prisonnier en mai 1940 et me suis évadé en août 40. J'ai milité clandestinement à l'usine, chez Renault, dans les rangs du P.C.F., à partir de 1941. A la libération je fus désigné par la C.E. du syndicat au Comité de Libération, où j'assumai la tâche de secrétaire-adjoint et je fus mandaté pour assumer la tâche de responsable des M.P. dans l'usine.

J'ai abandonné le parti parce que j'étais en désaccord sur la question de rendre les armes que les "M.P." avaient eu tant de mal à conquérir et pour ne pas faire un travail de mouchardage imposé par le parti. Est-ce là une carrière d'arriviste, quand on sait par quels bons postes sont récompensés ceux qui restent fidèles à "la ligne" ? Que le courageux anonyme qui a écrit cet article se fasse connaître. Sinon est la boîte aux lettres des calomniateurs anonymes.

P.S. - Au lieu de se livrer à des attaques personnelles contre des ouvriers, L'Acier ferait mieux de se préoccuper des sommes collectées par les différentes usines et chantiers, pour tous les grévistes, et de leur répartition par la C.G.T. Voilà ce qui satisferait davantage les ouvriers.

**Fiquet (Bas-Meudon)**

---

## **PROCEDES DU P.C.F.**

Une camarade du département 32 (Ile), qui avait mené une certaine activité pendant la grève, avait dû recourir, à plusieurs reprises, à la protection d'un ouvrier. L'Acier, journal du P.C.F., en a fait une idylle amoureuse et des militants du P.C.F. ont fait parvenir un journal à la femme de l'ouvrier, ce qui a failli provoquer une rupture dans le ménage.

A la suite de cet incident, la camarade a dû quitter l'usine pour éviter des complications dans le ménage de cet ouvrier. Voilà avec quelle bassesse agissent ceux pour qui tous les moyens sont bons lorsqu'il s'agit de discréditer une ouvrière.

---

## **MISE EN GARDE**

Des camarades nous font savoir que, dans certains départements, notamment au 38 et au 31, des ouvriers prétendant agir en liaison avec nous, invitent les ouvriers à voter au premier tour pour les listes C.G.T. sur lesquelles se présentent des éléments soi-disant "oppositionnels". Notre position reste inchangée : abstention au premier et au deuxième tours.

Si ces "camarades" sont avec nous, ils pourront aussi bien se faire élire au troisième tour.

---

## **DEMOCRATIE SYNDICALE**

La section syndicale de Boulogne a refusé de reconnaître la C.E. du secteur Collas, élue par plus

d'un millier d'ouvriers, à la suite de la grève.

L'assemblée générale C.G.T. des départements 6 et 18 a eu lieu la semaine dernière : sur 1.100 à 1.200 ouvriers (1.600 à 1.800 avec les collaborateurs), il y avait 19 présents.

\*\*\*

Ne trouvant personne pour constituer la C.E., on en désigna les membres d'office. Comme les candidats ne peuvent être en même temps électeurs il y avait 7 votants. En somme, la "C.E." C.G.T. de Collas ne se représente même pas elle-même, puisque certains candidats ont été "élus" contre leur propre volonté !

---

## **PAS DE PAIN, PAS DE TRAVAIL**

Le mécontentement des ouvriers était très grand lundi, lorsque le matin on leur annonça 150 grammes de pain.

A Collas, de nombreux ouvriers vinrent, dès le matin, trouver les camarades qui avaient dirigé la grève et leur demandèrent : Que fait-on ? Une délégation du Comité d'action provisoire se rendit immédiatement auprès de la section syndicale pour lui demander ce qu'elle pensait faire. Une fois de plus nos camarades montraient leur volonté d'agir avec l'ensemble des ouvriers. La réponse de Delame, secrétaire syndical, fut très vague : "Pour l'instant il n'y a rien de prévu. On ne peut rien prévoir à l'avance, car les événements se déroulent à une vitesse vertigineuse (?)". Et il concluait en nous invitant à assister à la délégation qui se rendait à l'Hôtel Matignon. Toutefois, il nous faisait savoir que le car était plein et qu'il nous faudrait nous y rendre en métro (ce qui ne nous gêne nullement, mais montre que ces gens ne veulent pas se mélanger avec des énervés). A L'Hôtel Matignon, on ne voulut pas recevoir la délégation entière qui comprenait une cinquantaine de délégués, mais seulement une demi-douzaine de cégétistes. Quand ils ressortirent un ordre laconique fut donné : "Tous dans les cars" sans rien dire où l'on allait. Les camarades de Collas ne furent pas admis à cette "promenade". C'est alors qu'ils revinrent rendre compte de leur démarche aux ouvriers à midi et demi et que la grève fut votée de 1 h. à 6 h. 30 en signe de protestation.

Résoudre le problème du pain, les ouvriers de Collas sont très conscients que ce n'est pas une grève de 5 h. par 1.500 ouvriers qui peut le faire. Ils savent que seule une action de grande envergure peut leur donner satisfaction. La grève de lundi n'avait qu'un caractère de protestation. Les ouvriers de Collas ont protesté non pas d'une manière platonique par un défilé après le travail, mais sur le lieu du travail auprès des machines arrêtées.

Il faut que le patronat et le gouvernement sachent qu'aussitôt qu'ils emploieront une brimade contre les ouvriers, ils auront la réplique immédiate.

A chacun de leur coup de trique, ils répondront par un coup de trique.

P.S. – Les ouvriers du Bas-Meudon ont suivi l'exemple de Collas et sont venus les rejoindre à leur département. Malheureusement, les ouvriers de Collas venaient de prendre la décision de se disperser puisque d'autres secteurs ne s'étaient pas joints au mouvement. Néanmoins une petite manifestation se déroula dans les ateliers.

---

## **MISE AU POINT**

Ayant appris par des ouvriers des "Camions Bernard" à Arcueil qu'un nommé Lambert se présente "au nom de Bois, du comité de grève Collas", j'informe les camarades que je n'ai aucune relation avec le nommé Lambert.

**PIERRE BOIS**

---

## SOUSCRIPTIONS POUR LA PARUTION DE LA VOIX

Département	18	2186,00 frs.
Département	49	295,00 frs.
Département	6	9800,00 frs.
Département	88	1300,00 frs.
Département A.O.C.	atelier 136	422,50 frs.
Département A.O.C.	affûtage	615,00 frs.
Total		14618,50 frs.

## PERMANENCE

Tous les mercredis et vendredis de 18 h. à 20 h.

café-tabac "Le Terminus" angle rue Collas-avenue Ed.Vaillant Métro : Pont de Sèvres.